



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Trésorerie de l'État

Caisse de Consignation

<p>Rapport et comptes de la Caisse de Consignation pour l'exercice 2013</p>
--

Table des matières

1. LE BILAN ET LE COMPTE DE PERTES ET PROFITS (EN EUR).....	3
2. CATEGORIES DE CONSIGNATIONS.....	9
2.1. LES CONSIGNATIONS DEPOSEES EN VERTU D'UNE LOI OU D'UN REGLEMENT.....	9
2.2. LES CONSIGNATIONS DEPOSEES EN VERTU D'UNE DECISION JUDICIAIRE	11
2.3. LES CONSIGNATIONS DEPOSEES EN VERTU D'UNE DECISION ADMINISTRATIVE	12
2.4. LES CONSIGNATIONS DEPOSEES SUR BASE DES ARTICLES 1257 A 1263 OU 1264 DU CODE CIVIL.....	13
2.5. LES CONSIGNATIONS DEPOSEES POUR DES RAISONS RELATIVES AU CREANCIER	13
3. INVENTAIRE DES CONSIGNATIONS	14
3.1. NOMBRE DE CONSIGNATIONS DEPOSEES AU COURS DE L'EXERCICE 2013.....	14
3.2. NOMBRE DE CONSIGNATIONS RESTITUEES INTEGRALEMENT AU COURS DE L'EXERCICE 2013	16
3.3. NOMBRE DE RESTITUTIONS PARTIELLES EFFECTUEES AU COURS DE L'EXERCICE 2013	18
3.4. NOMBRE DE CONSIGNATIONS EN DEPOT AU 31 DECEMBRE 2013.....	19
3.5. VALEUR COMPTABLE DES CONSIGNATIONS DEPOSEES AU COURS DE L'EXERCICE 2013.....	21
3.6. VALEUR COMPTABLE DES CONSIGNATIONS RESTITUEES INTEGRALEMENT AU COURS DE L'EXERCICE 2013.....	23
3.7. VALEUR COMPTABLE DES RESTITUTIONS PARTIELLES EFFECTUEES AU COURS DE L'EXERCICE 2013	24
3.8. VALEUR (NETTE) D'INVENTAIRE DES RESTITUTIONS EFFECTUEES AU COURS DE L'EXERCICE 2013	26
3.9. VALEUR COMPTABLE DES CONSIGNATIONS EN DEPOT AU 31 DECEMBRE 2013	28
3.10. VALEUR (NETTE) D'INVENTAIRE DES CONSIGNATIONS EN DEPOT AU 31 DECEMBRE 2013.....	30
4. COMPARAISONS DES 3 DERNIERS EXERCICES CLOTURES	33
4.1. NOMBRE DE CONSIGNATIONS DEPOSEES	33
4.2. NOMBRE DE CONSIGNATIONS RESTITUEES INTEGRALEMENT.....	34
4.3. NOMBRE DE RESTITUTIONS PARTIELLES.....	35
4.4. NOMBRE DE CONSIGNATIONS EN DEPOT A LA FIN DE L'EXERCICE	36
4.5. VALEUR COMPTABLE DES CONSIGNATIONS DEPOSEES	37
4.6. VALEUR COMPTABLE DES CONSIGNATIONS RESTITUEES INTEGRALEMENT	38
4.7. VALEUR COMPTABLE DES RESTITUTIONS PARTIELLES	39
4.8. VALEUR (NETTE) D'INVENTAIRE DES RESTITUTIONS	40
4.9. VALEUR COMPTABLE DES CONSIGNATIONS EN DEPOT A LA FIN DE L'EXERCICE.....	41
4.10. VALEUR (NETTE) D'INVENTAIRE DES CONSIGNATIONS EN DEPOT A LA FIN DE L'EXERCICE	42
5. ANNEXE : TEXTES LEGISLATIFS	43
5.1. LOI DU 29 AVRIL 1999 SUR LES CONSIGNATIONS AUPRES DE L'ÉTAT.....	43
5.2. REGLEMENT GRAND-DUCAL DU 4 FEVRIER 2000	46

1. Le bilan et le compte de pertes et profits (en EUR)

ACTIF	ACTIFS IMMOBILISÉS		
	<i>Immobilisations corporelles</i>		
		<i>Débit (en EUR)</i>	<i>Crédit (en EUR)</i>
	Immobilisations corporelles (immeuble)	47.397,50	
	Autres éléments / Collection/œuvres	1.227,70	
	Total :	48.625,20	
	TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISÉS :	48.625,20	
	CREANCES		
	<i>Créances en frais de garde</i>		
	Créances en frais de garde – EUR	10.462.460,89	
	Créances en frais de garde – USD	2.745.677,83	
	Créances en frais de garde – GBP	242.067,35	
	Créances en frais de garde – JPY	7.502,08	
	Créances en frais de garde – CHF	43.694,12	
	Créances en frais de garde – AUD	2.866,77	
	Créances en frais de garde – DKK	15.040,42	
	Créances en frais de garde – CAD	28.938,60	
	Créances en frais de garde – SGD	146,23	
	Créances en frais de garde – ZAR	5.078,85	
	Créances en frais de garde – NOK	125.354,72	
	Créances en frais de garde – CZK	437,30	
	Créances en frais de garde – SEK	16.843,74	
	Créances en frais de garde – HKD	816,51	
	Créances en frais de garde – THB	13.400,39	
	Créances en frais de garde – PLN	87,18	
	Total :	13.710.412,98	
	<i>Créances en taxe de consignation</i>		
	Créances en taxe de consignation – EUR	14.860.915,30	
	Créances en taxe de consignation – USD	8.206.088,90	
	Créances en taxe de consignation – GBP	336.944,09	
	Créances en taxe de consignation – JPY	10.217,80	
	Créances en taxe de consignation – CHF	66.560,97	
	Créances en taxe de consignation – AUD	4.164,95	
	Créances en taxe de consignation – DKK	20.206,74	
	Créances en taxe de consignation – CAD	38.437,78	
	Créances en taxe de consignation – SGD	7.135,93	
	Créances en taxe de consignation – ZAR	6.812,60	
	Créances en taxe de consignation – NOK	251.361,65	
	Créances en taxe de consignation – CZK	537,33	

Créances en taxe de consignation – SEK	28.163,38	
Créances en taxe de consignation – HKD	1.223,44	
Créances en taxe de consignation – THB	17.130,90	
Créances en taxe de consignation – PLN	121,14	
Total :	23.856.022,90	
<i>Créances en intérêts</i>		
	<i>Débit (en EUR)</i>	<i>Crédit (en EUR)</i>
Créances en intérêts débiteurs calculés – EUR	314.865,83	
Créances en intérêts débiteurs calculés – USD	1.510,14	
Créances en intérêts débiteurs calculés – GBP	80,22	
Créances en intérêts débiteurs calculés – JPY	6,62	
Créances en intérêts débiteurs calculés – CHF	724,28	
Créances en intérêts débiteurs calculés – AUD	8,25	
Créances en intérêts débiteurs calculés – DKK	0,78	
Créances en intérêts débiteurs calculés – CAD	366,33	
Créances en intérêts débiteurs calculés – SGD	0,14	
Créances en intérêts débiteurs calculés – NOK	2,28	
Créances en intérêts débiteurs calculés – SEK	13,46	
Total :	317.578,33	
TOTAL DES CREANCES :	37.884.014,21	
ACTIFS MOBILIERS		
<i>Avoirs en numéraire</i>		
BCEE compte courant – EUR	632.520,11	
BCEE compte courant – USD	594.995,81	
BCEE compte courant – GBP	11.034,05	
BCEE compte courant – JPY	90.503,55	
BCEE compte courant – CHF	57.553,70	
BCEE compte courant – AUD	10.187,48	
BCEE compte courant – DKK	2.261,36	
BCEE compte courant – CAD		-18.369,50
BCEE compte courant – SGD	1.636.527,92	
BCEE compte courant – ZAR		-3.217,03
Transitoire BCEE EUR 0038/6000-3		-266.267,38
Transitoire BCEE USD 0295/6500-4		-87.767,66
BCEE compte courant – NOK		-1.714,49
BCEE compte courant – CZK		-2.597,66
KBLX compte courant – CZK	7.735,51	
BCEE compte courant – HUF	434,86	
KBLX compte courant – HUF	0,00	
BCEE compte courant – SEK		-7.560,16
BCEE compte courant – HKD	22.328,31	

BCEE compte courant – NZD		-13,43
DEXIA-BIL compte courant – THB	179.340,16	
BCEE compte courant – PLN	2.341,87	
BCEE compte à terme – USD	428.704.615,21	
BCEE compte à terme – GBP	6.055.472,42	
BCEE compte à terme – JPY	48.458,87	
BCEE compte à terme – CHF	503.276,40	
BCEE compte à terme – AUD	78.153,16	
BCEE compte à terme – DKK	305.408,75	
BCEE compte à terme – CAD	282.901,52	
BCEE compte à terme – ZAR	149.288,74	
BCEE compte à terme – NOK	211.384,80	
KBLX compte à terme – CZK	0,00	
KBLX compte à terme – HUF	0,00	
BCEE compte à terme – SEK	643.984,95	
CCPL – EUR	261.990.788,26	
Transitoire CCPL – EUR		-364.209,58
Total :	701.469.780,88	
<i>Valeurs mobilières</i>		
Valeurs mobilières (Titres) – EUR	14.092.654,11	
Valeurs mobilières (Titres) – USD	423.048,07	
Valeurs mobilières (Titres) – GBP	5.167,45	
Valeurs mobilières (Titres) – JPY	3.204,65	
Valeurs mobilières (Titres) – CHF	127.640,27	
Valeurs mobilières (Titres) – AUD	129,13	
Valeurs mobilières (Titres) – NOK	1.543.321,24	
Valeurs mobilières (Titres) – SEK	45.743,51	
Total :	16.240.908,43	
TOTAL DES ACTIFS MOBILIERS :	717.710.689,31	
TOTAL DE L'ACTIF :	755.643.328,72	

PASSIF

Résultat de l'exercice		-5.530.593,78
Résultat reporté		-61.473.248,13
DETTES		
Consignations individuelles		
	Débit (en EUR)	Crédit (en EUR)
Consignations - EUR		-226.698.909,12
Consignations - USD		-430.950.442,48
Consignations - GBP		-5.637.817,78
Consignations - JPY		-139.202,15
Consignations - CHF		-782.355,38
Consignations - AUD		-86.801,21
Consignations - DKK		-320.376,14
Consignations - CAD		-322.211,10
Consignations - SGD		-1.636.048,53
Consignations - ZAR		-110.288,10
Consignations - NOK		-1.879.651,48
Consignations - CZK	23.764,83	
Consignations - HUF		0,00
Consignations - SEK		-647.816,18
Consignations - HKD		-22.409,16
Consignations - NZD		0,00
Consignations - THB		-179.625,93
Consignations - PLN		-2.341,83
Total :		-669.392.531,74
Fruits / produits dus aux consignations		
Dettes intérêts en créditeurs calculés - EUR		-18.194.205,79
Dettes intérêts en créditeurs calculés - USD		-5.216.067,25
Dettes intérêts en créditeurs calculés - GBP		-811.519,46
Dettes intérêts en créditeurs calculés - JPY		-3.876,28
Dettes intérêts en créditeurs calculés - CHF		-18.321,40
Dettes intérêts en créditeurs calculés - AUD		-16.660,35
Dettes intérêts en créditeurs calculés - DKK		-27.921,16
Dettes intérêts en créditeurs calculés - CAD		-53.185,37
Dettes intérêts en créditeurs calculés - ZAR		-49.035,67
Dettes intérêts en créditeurs calculés - NOK		-161.523,15
Dettes intérêts en créditeurs calculés - CZK		-244,94
Dettes intérêts en créditeurs calculés - HUF		0,00
Dettes intérêts en créditeurs calculés - SEK		-36.544,23
Dividendes optionnelles en actions - EUR		-198,86
Total :		-24.589.303,91

PASSIF		
	<i>Consignations en attente</i>	
	Transitoire Consignations	-119.354,06
	Total :	-119.354,06
	<i>Fournisseurs</i>	
	Fournisseurs secteur privé - Luxembourg	-300,00
	Fournisseurs secteur public - Luxembourg	0,00
	Fournisseurs secteur privé - Etranger	0,00
	Fournisseurs secteur public - Etranger	0,00
	Total :	-300,00
	<i>Ecart de conversion</i>	
	Ecart de conversion	-68.590,88
	Total :	-68.590,88
	TOTAL DES DETTES :	-694.170.080,59
	REPORT DE RESULTAT	-61.473.248,13
	TOTAL DU PASSIF :	-755.643.328,72

PERTES ET PROFITS	CHARGES ET PRODUITS INCOMBANT A LA CAISSE		
	<i>Intérêts perçus / payés sur comptes bancaires</i>		
		<i>Débit (en EUR)</i>	<i>Crédit (en EUR)</i>
	Intérêts débiteurs de la Caisse de Consignation	0,00	
	Intérêts créditeurs de la Caisse de Consignation		- 602.581,99
	Total :		- 602.581,99
	<i>Frais de gestion des comptes bancaires</i>		
	Frais sur comptes bancaires	372,21	
	Total :	372,21	
	<i>Autres frais</i>		
	Autres frais divers	0,00	
	Total :	0,00	
	TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS INCOMBANT A LA CAISSE :		-602.209,78
	CHARGES ET PRODUITS CALCULES		
	<i>Intérêts des consignations individuelles</i>		
	Intérêts créditeurs calculés	908.870,23	
	Intérêts débiteurs calculés		-4.457,65
	Total :	904.412,58	
	<i>Taxe de consignation</i>		
	Taxe de consignation		-6.669.654,52
	Total :		-6.669.654,52
	<i>Contribution aux frais propres de la Caisse</i>		
	Frais de garde		-1.404,40
	Total :		-1.404,40
	TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS CALCULES :		-5.766.646,34
	DIFFERENCES DE CHANGE		
	Perte de change	9.403.532,80	
	Perte de réévaluation – Stock devises	2.682,94	
	Gain de change		-8.544.673,08
	Gain de réévaluation – Stock devises		-23.280,32
	Total :	838.262,34	
	TOTAL DES DIFFERENCES DE CHANGE :	838.262,34	
	SOLDE DU COMPTE PERTES ET PROFITS :		-5.530.593,78

2. Catégories de consignations

La loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'État permet de définir cinq catégories de consignations, dont les trois premières sont obligatoires et les deux autres volontaires, à savoir celles déposées en vertu :

- 1) d'une loi ou d'un règlement
- 2) d'une décision judiciaire
- 3) d'une décision administrative
- 4) des articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil
- 5) de raisons relatives au créancier.

2.1. Les consignations déposées en vertu d'une loi ou d'un règlement

Pour chaque disposition légale pouvant engendrer une consignation dans la première catégorie, la Trésorerie de l'État, Caisse de Consignation, a ouvert une rubrique spécifique. Les rubriques retenues sont les suivantes :

- L001 - Article 813 du Code civil
- L002 - Article 793 du nouveau Code de procédure civile
- L003 - Articles 822, 824 et 875 du nouveau Code de procédure civile (Article 14, 16 et 67 de la loi du 2 janvier 1889 sur la saisie immobilière)
- L004 - Article 479 du Code de commerce
- L005 - Article 12 du titre II.- De la police rurale du décret du 28 septembre – 6 octobre 1791 concernant les biens et usages ruraux et la police rurale
- L006 - Loi du 31 mars 1796 (11 germinal an IV) qui prescrit l'emploi des effets mobiliers déposés dans les greffes et conciergeries des tribunaux, à l'occasion de procès civils ou criminels terminés par jugement, ou à l'égard desquels l'action est prescrite
- L007 - Loi du 20 décembre 1823 portant que les deniers appartenant à des présumés absents devront être versés dans la caisse des consignations judiciaires
- L008 - Article 2 de la loi du 18 décembre 1855 sur la détention préventive des étrangers (loi abrogée par la loi du 6 mars 2006)
- L009 - Article 148 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
- L010 - Article 203 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
- L011 - Article 203-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
- L012 - Article 30 (5) de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil
- L013 - Article 17, paragraphe 8 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

- L014 - Article 8 (5) de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat
- L015 - Article 26 du règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 1992 ayant trait à la déclaration et au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée
- L016 - Article 146 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif.
- L017 - Article 42 (8) de la loi modifiée du 27 novembre 1984 relative à la surveillance du secteur financier et Article 61 (8) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.
- L018 - Article 1 (4) du règlement grand-ducal du 4 février 2000 fixant les règles comptables pour les livres de la Caisse de Consignation et le tarif pour la taxe de consignation.
- L019 - Article 16 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
- L020 - Articles 80 alinéa 2 et 287 du règlement grand-ducal du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires
- L021 - Article 10 de la loi du 23 juillet 1991 ayant pour objet de réglementer les activités de sous-traitance
- L022 - Article 1601-9 du Code civil
- L023 - Article 8 (2) de la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur
- L024 - Article 92 (7) de la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep
- L025 - Article 7 (1) du règlement grand-ducal du 29 août 2003 relatif aux avertissements taxés et aux consignations en matière de navigation intérieure
- L026 - Article 60-6 (1.) de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances
- L027 - Article 35 de la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation
- L028 - Article 19 (4) de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque
- L029 - Article 50 de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés
- L030 - Article 12 de la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac
- L031 - Article 66bis. (4) de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée.

L032 - Article 4 (8) de la loi du 21 juillet 2012 relative au retrait obligatoire et au rachat obligatoire de titres de sociétés admis ou ayant été admis à la négociation sur un marché réglementé ou ayant fait l'objet d'une offre au public et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier.

Des rubriques spécifiques supplémentaires seront ouvertes en cas de besoin.

2.2. Les consignations déposées en vertu d'une décision judiciaire

Pour chaque disposition légale pouvant engendrer une consignation dans la deuxième catégorie, la Trésorerie de l'État, Caisse de Consignation, a également ouvert une rubrique spécifique. Les rubriques retenues sont les suivantes :

J001 - Article 258 (2) premier tiret du nouveau Code de procédure civile

J002 - Articles 467 et 476 du nouveau Code de procédure civile

J003 - Article 703 du nouveau Code de procédure civile

J004 - Article 59 du Code d'instruction criminelle

J005 - Article 67. (2) du Code d'instruction criminelle

J006 - Articles 120 et 122 du Code d'instruction criminelle

J007 - Article 40 du décret du 18 juin 1811 contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police, et tarif général des frais

J008 - Articles 28 et 35 de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

J009 - Articles 29 et 36 de la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique

J010 - Article 244 du nouveau Code de procédure civile

J011 - Article 115 du nouveau Code de procédure civile

J012 - Article 14, avant-dernier alinéa de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

J013 - Article 14, dernier alinéa de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

J014 - Article 1963 du Code civil

J015 - Article 31. (5) du Code d'instruction criminelle

J016 - Article 197-2. (2) du Code d'instruction criminelle

J017 - Article 107 du Code d'instruction criminelle

J018 - Article 356 alinéa 3 du Code de commerce

J019 - Articles 107 ,120 et 122 du Code d'instruction criminelle

J020 - Article 726 du nouveau Code de procédure civile

Des rubriques spécifiques supplémentaires seront ouvertes en cas de besoin.

2.3. Les consignations déposées en vertu d'une décision administrative

Une rubrique spécifique a été attribuée respectivement aux ministères et aux administrations désireuses de déposer régulièrement des consignations administratives. Les rubriques retenues sont les suivantes :

A001 - Trésorerie de l'État

A002 - Ministère des Affaires Etrangères et de l'Immigration - Direction de l'Immigration

A003 - Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département des travaux publics, respectivement de l'Administration des Ponts et Chaussées

A004 - Administration de l'Enregistrement et des Domaines

A005 - Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

A006 - Ministère des Affaires Etrangères et de l'Immigration

A007 - Inspection Générale de la Sécurité Sociale

A008 - Administration des Douanes et Accises

A009 - Administration judiciaire

A010 - Administration de l'Environnement

A011 - Administration des Contributions directes

A012 - Consignations administratives occasionnelles d'autres Ministères, Administrations et Services Publics

A013 - Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département des travaux publics, Administration des Bâtiments publics

Les autres ministères, administrations et services étatiques ou communaux, susceptibles de prendre régulièrement une décision administrative en matière de consignation se verront attribuer une rubrique spécifique.

2.4. Les consignations déposées sur base des articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil

Les consignations volontaires déposées sur base des articles 1257 à 1263 ou 1264 de la catégorie 4 ne donnent pas lieu à une subdivision en rubriques.

2.5. Les consignations déposées pour des raisons relatives au créancier

Une rubrique collective a été retenue pour les sociétés, les établissements et les banques, qui déposent des consignations occasionnelles pour se libérer en toute sécurité pour des raisons relatives au créancier. Une rubrique spécifique est attribuée à chaque société, établissement ou banque désireux de déposer régulièrement des consignations dans la catégorie 5. Les rubriques retenues sont les suivantes :

0002 - Rubrique collective

0012 - Entreprise des Postes et Télécommunications – Service des CCP

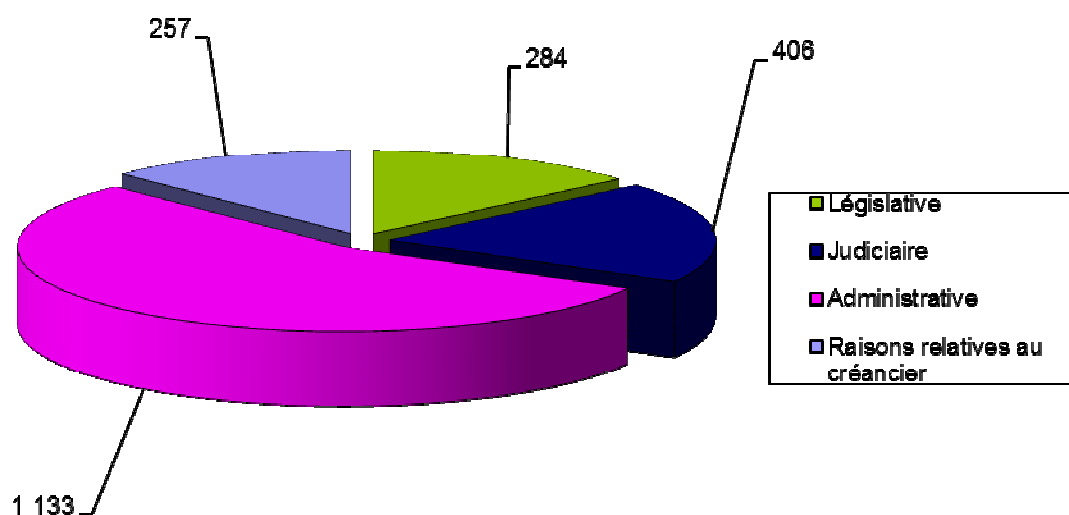
0022 - Entreprise des Postes et Télécommunications – Service Comptabilité

3. Inventaire des consignations

3.1. Nombre de consignations déposées au cours de l'exercice 2013

Le nombre des consignations déposées au cours de l'exercice 2013 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Nombre des consignations
Législative :	284
Judiciaire :	406
Administrative :	1.133
Raisons relatives au créancier :	257
Nombre total des consignations déposées :	2.080



La répartition des consignations déposées au cours de l'exercice 2013 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Nombre des consignations
L001	7
L004	76
L009	3
L010	28
L013	1
L015	15

L016	84
L017	14
L018	5
L019	6
L023	43
L028	1
L032	1

Rubrique des consignations judiciaires	Nombre des Consignations
---	-------------------------------------

J001	4
J002	12
J004	242
J005	14
J006	50
J007	2
J013	1
J015	81

Rubrique des consignations administratives	Nombre des Consignations
---	-------------------------------------

A001	52
A003	15
A004	5
A011	1.061

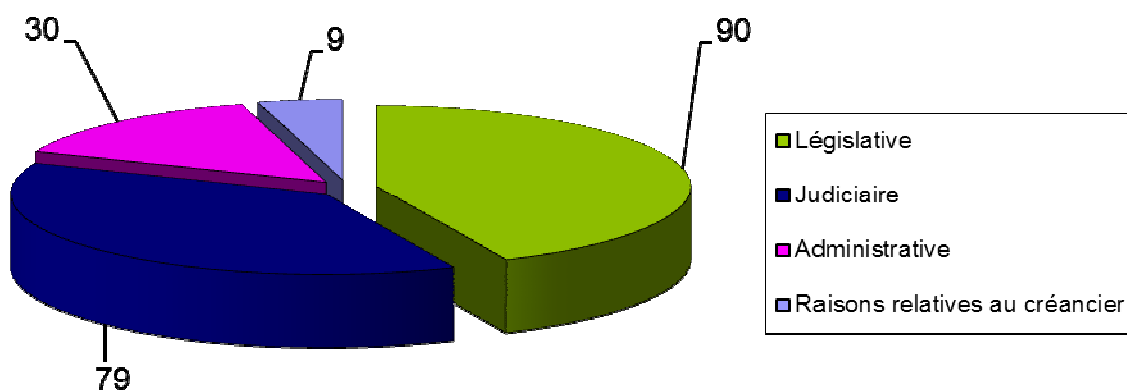
Rubrique des raisons relatives au créancier	Nombre des Consignations
--	-------------------------------------

0002	97
0012	143
0022	17

3.2. Nombre de consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2013

Le nombre des consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2013 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Nombre des consignations
Législative :	90
Judiciaire :	79
Administrative :	30
Raisons relatives au créancier :	9
Nombre total des consignations restituées :	208



La répartition des consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2013 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Nombre des consignations
L001	1
L004	3
L015	5
L016	5
L018	2
L019	3
L023	71

Rubrique des consignations judiciaires	Nombre des consignations
---	-------------------------------------

J002	11
J003	1
J004	21
J005	2
J006	24
J015	20

Rubrique des consignations administratives	Nombre des consignations
---	-------------------------------------

A001	15
A003	4
A010	1
A011	10

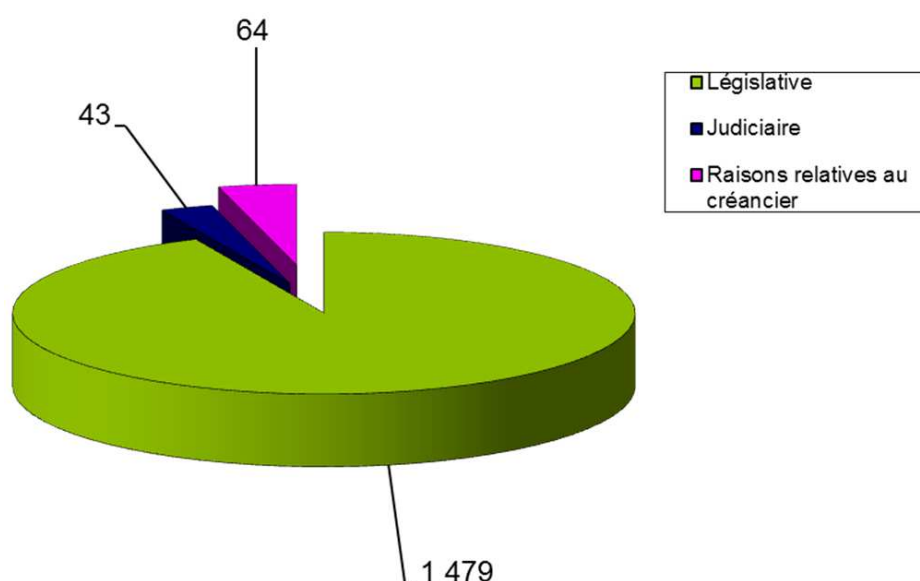
Rubrique des raisons relatives au créancier	Nombre des Consignations
--	-------------------------------------

0002	9
------	---

3.3. Nombre de restitutions partielles effectuées au cours de l'exercice 2013

Le nombre des restitutions partielles effectuées au cours de l'exercice 2013 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Nombre des restitutions partielles
Législative :	1.479
Judiciaire :	43
Raisons relatives au créancier :	64
Nombre total des restitutions partielles :	1.586



La répartition des restitutions partielles au cours de l'exercice 2013 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Nombre des consignations
---	--------------------------

L004	20
L016	1.400
L017	1
L023	57
L032	1

Rubrique des consignations judiciaires	Nombre des Consignations
--	--------------------------

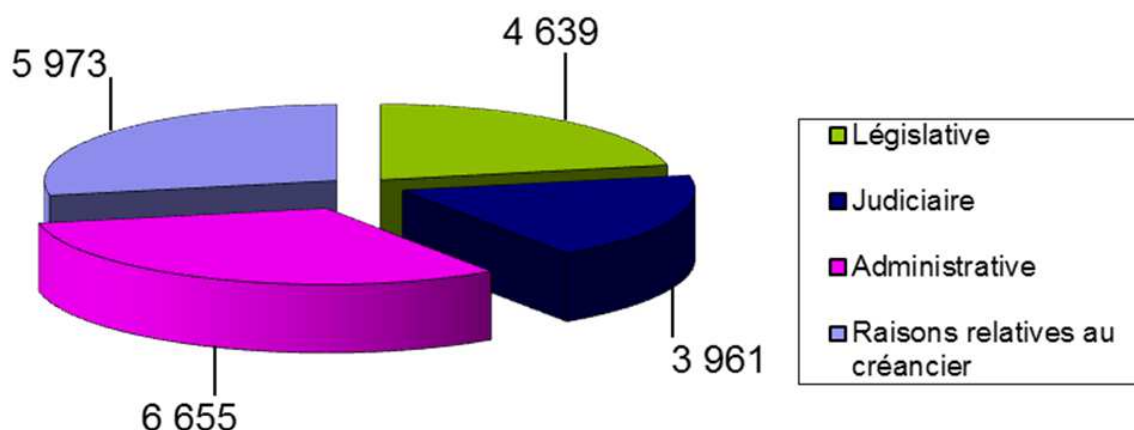
J002	15
J005	19
J015	5
J017	2

Rubrique des raisons relatives au créancier	Nombre des Consignations
0002	64

3.4. Nombre de consignations en dépôt au 31 décembre 2013

Le nombre des consignations en dépôt au 31 décembre 2013 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Nombre des consignations
Législative :	4.639
Judiciaire :	3.961
Administrative :	6.655
Raisons relatives au créancier :	5.973
Nombre total des consignations en dépôt :	21.228



La répartition du nombre des consignations en dépôt au 31 décembre 2013 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Nombre des consignations
L001	133
L002	1
L004	512
L006	4
L008	746
L009	19
L010	205
L013	525
L014	17
L015	61

L016	1.061
L017	56
L018	497
L019	91
L020	117
L022	1
L023	589
L028	1
L031	2
L032	1

Rubrique des consignations judiciaires	Nombre des Consignations
---	-------------------------------------

J001	34
J002	153
J003	6
J004	2.135
J005	196
J006	272
J007	11
J008	1
J010	1
J012	1
J013	43
J015	1.092
J016	1
J017	5
J018	4
J019	6

Rubrique des consignations administratives	Nombre des Consignations
---	-------------------------------------

A001	869
A002	47
A003	134
A004	1.594
A005	15
A006	1
A007	10
A008	631
A009	4
A010	9
A011	3.336
A012	5

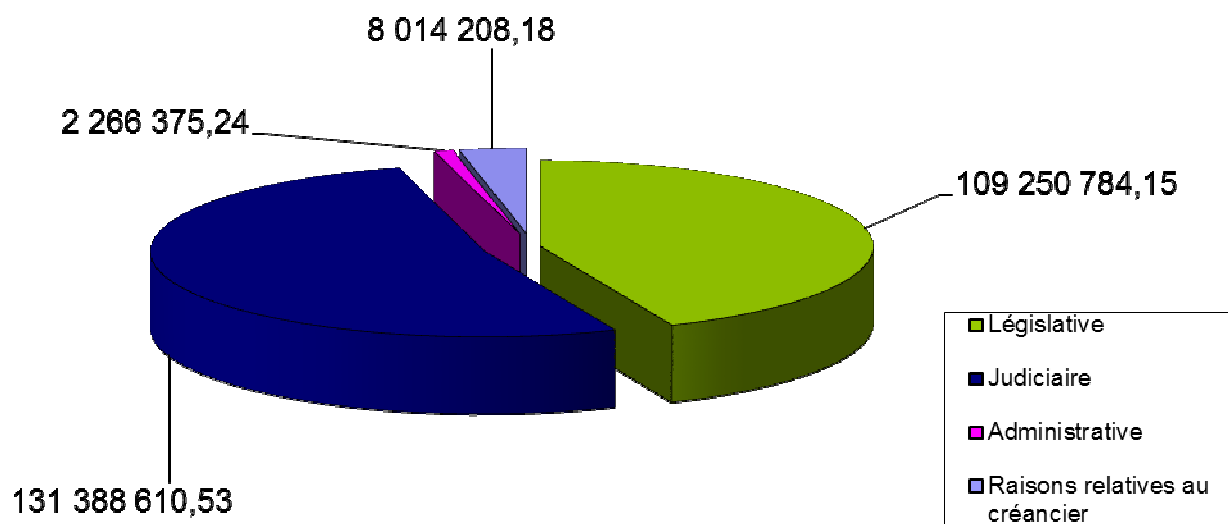
Rubrique des raisons relatives au créancier	Nombre des Consignations
0002	2.524
0012	1.912
0022	1.537

3.5. Valeur comptable des consignations déposées au cours de l'exercice 2013

Par valeur comptable d'une consignation il a lieu d'entendre la valeur des biens consignés au moment du dépôt. Sur base de cette valeur, la Trésorerie de l'État, Caisse de Consignation, calcule les frais de garde forfaitaires et la taxe de consignation.

La valeur comptable en euros des consignations déposées au cours de l'exercice 2013 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)
Législative :	109.250.784,15
Judiciaire :	131.388.610,53
Administrative :	2.266.375,24
Raisons relatives au créancier :	8.014.208,18
Valeur comptable totale :	250.919.978,10



La répartition de la valeur comptable en euros des consignations déposées au cours de l'exercice 2013 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Valeur comptable (en EUR)
L001	252.603,18
L004	6.136.170,21
L009	21.081,69
L010	2.218.277,43
L013	90,00
L015	330.541,00
L016	12.977.880,75
L017	79.095.943,37
L018	1.580,55
L019	1.134,00
L023	846.574,65
L028	562.907,32
L032	6.806.000,00

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur comptable (en EUR)
J001	55.750,00
J002	25.198,46
J004	131.550,00
J005	130.978.340,37
J006	93.500,00
J007	55.604,46
J008	15.495,26
J013	70,00
J015	33.101,98

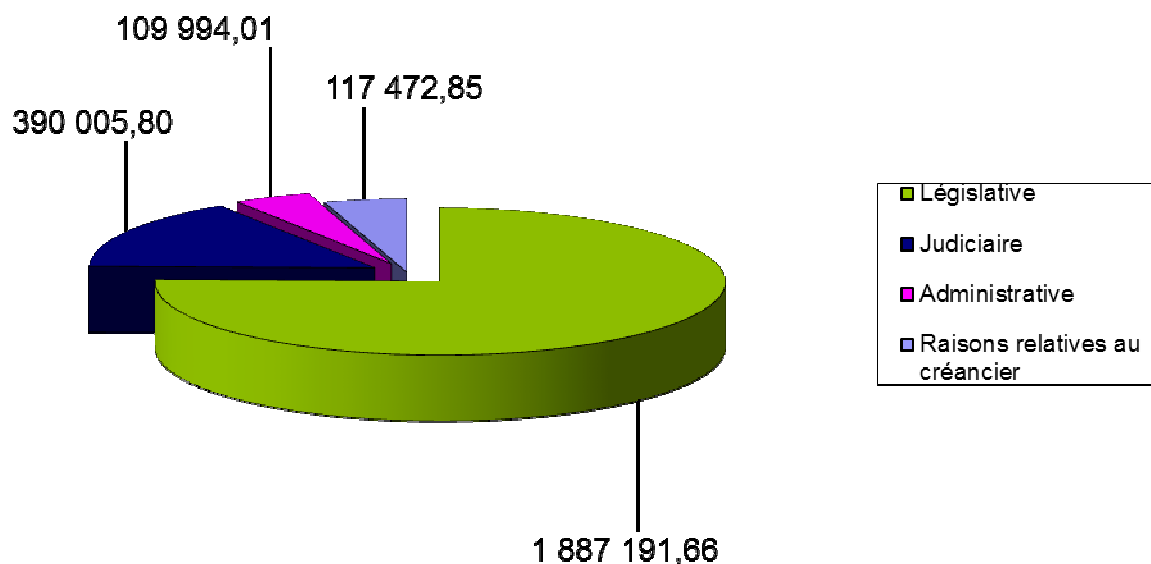
Rubrique des consignations judiciaires	Valeur comptable (en EUR)
A001	126.156,79
A003	23.840,00
A004	331,30
A011	2.116.047,15

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur comptable (en EUR)
0002	7.965.312,53
0012	47.966,26
0022	929,39

3.6. Valeur comptable des consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2013

La valeur comptable en euros des consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2013 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)
Législative :	1.887.191,66
Judiciaire :	390.005,80
Administrative :	109.994,01
Raisons relatives au créancier :	117.472,85
Valeur comptable totale :	2.504.664,32



La répartition de la valeur comptable en euros des consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2013 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Valeur comptable (en EUR)
L001	347.182,03
L004	202.853,65
L015	72.100,00
L016	185.089,48
L018	992,23
L019	678,00
L023	1.078.296,27

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur comptable (en EUR)
--	---------------------------

J002	10.700,00
J003	250.217,34
J004	8.425,00
J006	97.936,80
J015	16.339,56

Rubrique des consignations administratives	Valeur comptable (en EUR)
--	---------------------------

A001	89.219,33
A003	2.000,00
A010	9.408,00
A011	9.366,68

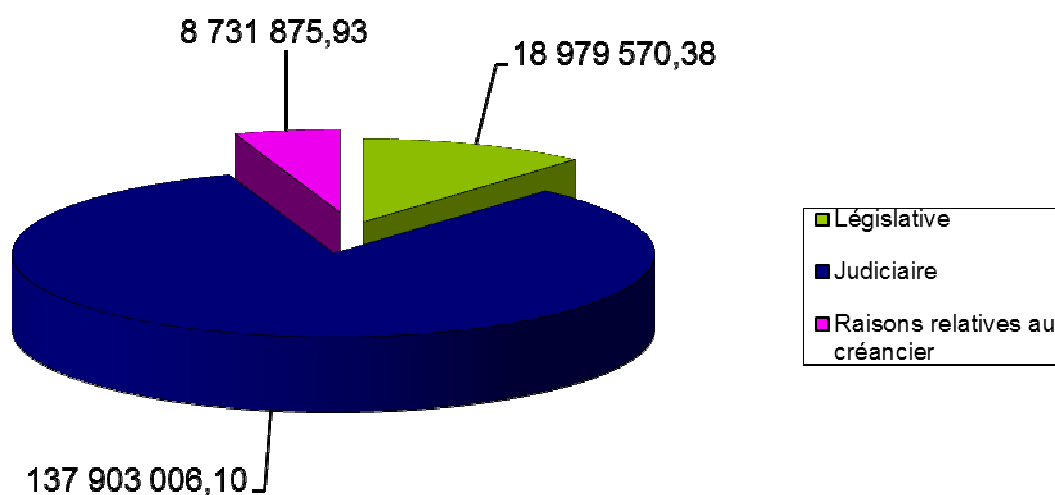
Rubrique des raisons relatives au créancier	Valeur comptable (en EUR)
---	---------------------------

0002	117.472,85
------	------------

3.7. Valeur comptable des restitutions partielles effectuées au cours de l'exercice 2013

La valeur comptable en euros des restitutions partielles effectuées au cours de l'exercice 2013 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)
Législative :	18.979.570,38
Judiciaire :	137.903.006,10
Raisons relatives au créancier :	8.731.875,93
Valeur comptable totale :	165.614.452,41



La répartition de la valeur comptable en euros des restitutions partielles au cours de l'exercice 2013 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Valeur comptable (en EUR)
--	--------------------------------------

L004	139.663,92
L016	18.237.388,90
L017	2.216,22
L023	350.301,34
L032	250.000,00

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur comptable (en EUR)
---	--------------------------------------

J002	149.108,08
J005	137.550.582,39
J008	36.588,66
J015	163.726,97
J017	3.000,00

Rubrique des raisons relatives au créancier	Valeur comptable (en EUR)
--	--------------------------------------

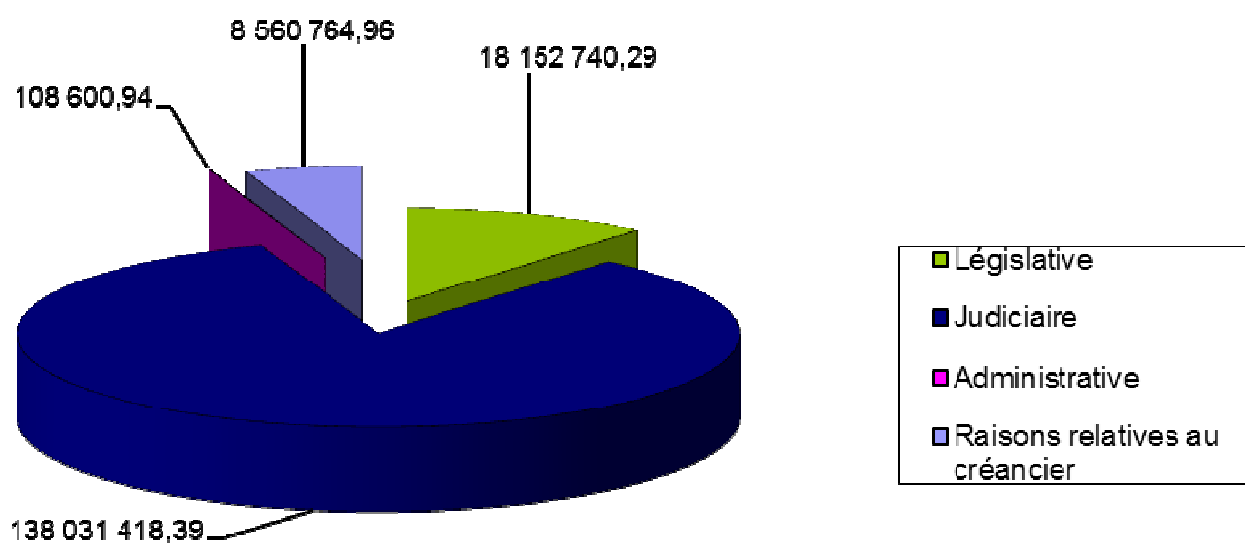
0002	8.731.875,93
------	--------------

3.8. Valeur (nette) d'inventaire des restitutions effectuées au cours de l'exercice 2013

Par valeur (nette) d'inventaire d'une consignation il y a lieu d'entendre les soldes des comptes internes de la consignation destinés à recueillir la comptabilisation de la valeur des biens consignés au moment du dépôt ou des sommes acquises en lieu et place de ces biens, des fruits et produits, des frais de garde et de la taxe de consignation. Sur base des soldes de ces comptes, la Trésorerie de l'État, Caisse de Consignation, calcule pour les comptes qui portent sur des sommes d'argent les intérêts dus à la consignation.

La valeur (nette) d'inventaire en euros des restitutions effectuées au cours de l'exercice 2013 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
Législative :	18.152.740,29
Judiciaire :	138.031.418,39
Administrative :	108.600,94
Raisons relatives au créancier :	8.560.764,96
Valeur (nette) d'inventaire totale :	164.853.524,58



La répartition de la valeur (nette) d'inventaire en euros des restitutions au cours de l'exercice 2013 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
--	---

L001	344.844,40
L004	335.111,83
L015	70.568,84
L016	15.792.015,21
L017	2.216,22
L018	987,71
L019	674,44
L023	1.377.259,00
L032	229.044,64

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
---	---

J002	149.539,20
J003	243.483,06
J004	8.223,87
J005	137.320.532,54
J006	94.546,14
J008	35.874,94
J015	176.256,89
J017	2.961,75

Rubrique des consignations administratives	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
---	---

A001	88.169,95
A003	1.990,64
A010	9.124,18
A011	9.316,17

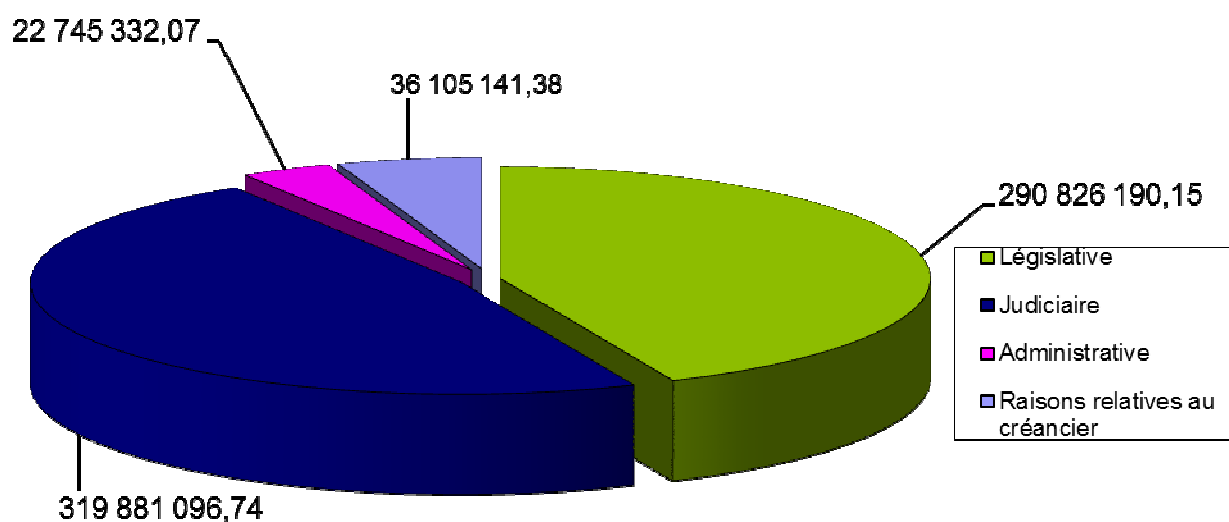
Rubrique des raisons relatives au créancier	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
--	---

0002	8.560.764,96
------	--------------

3.9. Valeur comptable des consignations en dépôt au 31 décembre 2013

La valeur comptable en euros des consignations en dépôt au 31 décembre 2013 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)
Législative :	290.826.190,15
Judiciaire :	319.881.096,74
Administrative :	22.745.332,07
Raisons relatives au créancier :	36.105.141,38
Valeur comptable totale :	669.557.760,34



La répartition de la valeur comptable en euros des consignations en dépôt au 31 décembre 2013 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Valeur comptable (en EUR)
L001	3.748.285,83
L002	12.992,09
L004	10.546.198,74
L006	6.821,34
L008	359.006,06
L009	1.220.555,69
L010	5.233.540,74
L013	172.628,22
L014	561.318,95
L015	841.890,00
L016	167.944.543,18
L017	86.710.490,67
L018	232.836,59

L019	23.961,95
L020	12.222,22
L023	6.040.655,48
L028	562.907,32
L031	20.000,00
L032	6.556.000,00

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur comptable (en EUR)
---	--------------------------------------

J001	259.376,97
J002	191.042,52
J003	620.104,99
J004	841.654,03
J005	315.677.649,54
J006	1.141.864,19
J007	91.150,71
J008	100.858,44
J010	4.000,00
J012	2.478,94
J013	44.053,61
J015	789.736,88
J016	4.106,51
J017	76.500,00
J018	29.919,41
J019	6.600,00

Rubrique des consignations administratives	Valeur comptable (en EUR)
---	--------------------------------------

A001	4.995.764,93
A002	72.681,76
A003	121.836,43
A004	849.122,83
A005	9.910,27
A006	1.193,83
A007	56.177,21
A008	24.473,94
A009	3.651,55
A010	41.210,50
A011	4.471.930,18
A012	12.097.378,64

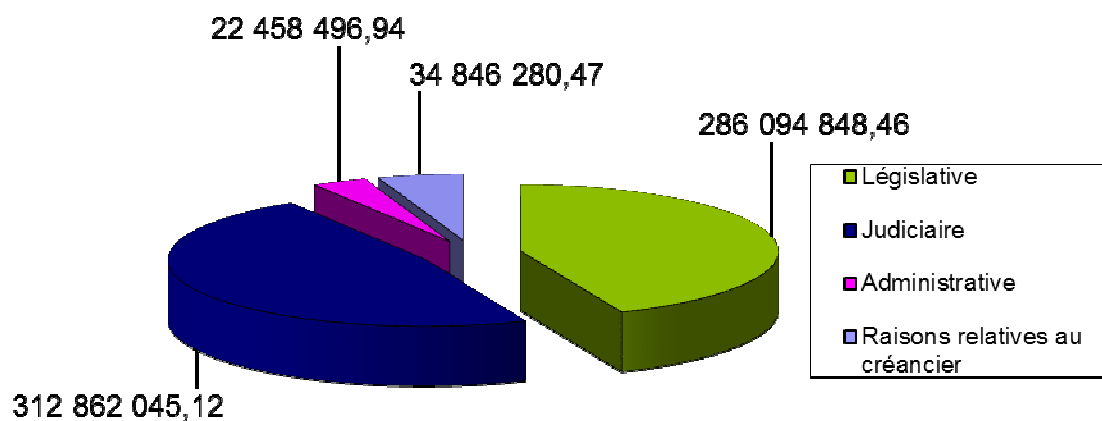
Rubrique des raisons relatives au créancier	Valeur comptable (en EUR)
0002	35.324.535,99
0012	604.414,17
0022	176.191,22

Il y a lieu de noter que 165.746,59 EUR sont à ventiler à la valeur comptable des consignations en dépôt. Ce montant est dû à des écritures comptables ne se référant pas à des consignations, telles les différences de change générées lors de rapprochements par exemple.

3.10. Valeur (nette) d'inventaire des consignations en dépôt au 31 décembre 2013

La valeur (nette) d'inventaire en euros des consignations en dépôt au 31 décembre 2013 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
Législative :	286.094.848,46
Judiciaire :	312.862.045,12
Administrative :	22.458.496,94
Raisons relatives au créancier :	34.846.280,47
Valeur (nette) d'inventaire totale :	656.261.670,99



La répartition de la valeur (nette) d'inventaire en euros des consignations en dépôt au 31 décembre 2013 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
--	---

L001	3.662.942,58
L002	12.852,77
L004	10.422.473,91
L006	6.808,79
L008	359.879,50
L009	1.185.140,78
L010	5.084.334,68
L013	172.329,15
L014	551.931,57
L015	831.357,46
L016	164.623.193,57
L017	85.930.685,52
L018	232.070,08
L019	23.682,38
L020	11.809,93
L022	19.055,67
L023	5.850.605,28
L028	561.221,82
L031	19.012,47
L032	6.533.460,55

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
---	---

J001	254.218,23
J002	183.803,16
J003	600.991,63
J004	826.346,21
J005	308.742.370,27
J006	1.127.824,96
J007	90.452,15
J008	99.033,20
J010	3.929,58
J012	2.589,98
J013	43.840,62
J015	773.603,99
J016	3.987,35
J017	73.515,78
J018	29.054,40
J019	6.483,61

Rubrique des consignations administratives	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
---	---

A001	5.004.870,61
A002	72.410,12
A003	119.317,05
A004	842.188,33
A005	9.732,05
A006	1.195,02
A007	55.566,84
A008	24.200,54
A009	3.371,69
A010	40.112,91
A011	4.424.134,47
A012	11.861.397,31

Rubrique des raisons relatives au créancier	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
--	---

0002	34.080.455,44
0012	593.605,41
0022	172.219,62

Comme pour la valeur comptable, il y a lieu de noter que 164.367,54 EUR sont à imputer aux différentes catégories de consignations. Ce montant provient d'écritures ne se référant pas à des consignations particulières. Ces opérations sont constituées des résultats de change par exemple.

La partie de la valeur (nette) d'inventaire des Consignations en dépôt en dépôt au 31 décembre 2013 constituée de devises hors de la zone euro se répartit comme suit :

Consignations libellées en	Valeur (nette) d'inventaire
-----------------------------------	------------------------------------

AUD	147.422,15
CAD	635.018,40
CHF	945.198,35
CZK	137.865,77
DKK	2.235.284,17
EUR	219.299.959,92
GBP	4.259.203,69
HKD	222.495,27
JPY	16.025.588,00
NOK	13.409.047,05
PLN	7.578,37
SEK	5.813.186,48
SGD	2.710.729,72
THB	7.693.836,86
USD	551.416.110,16
ZAR	1.381.620,29

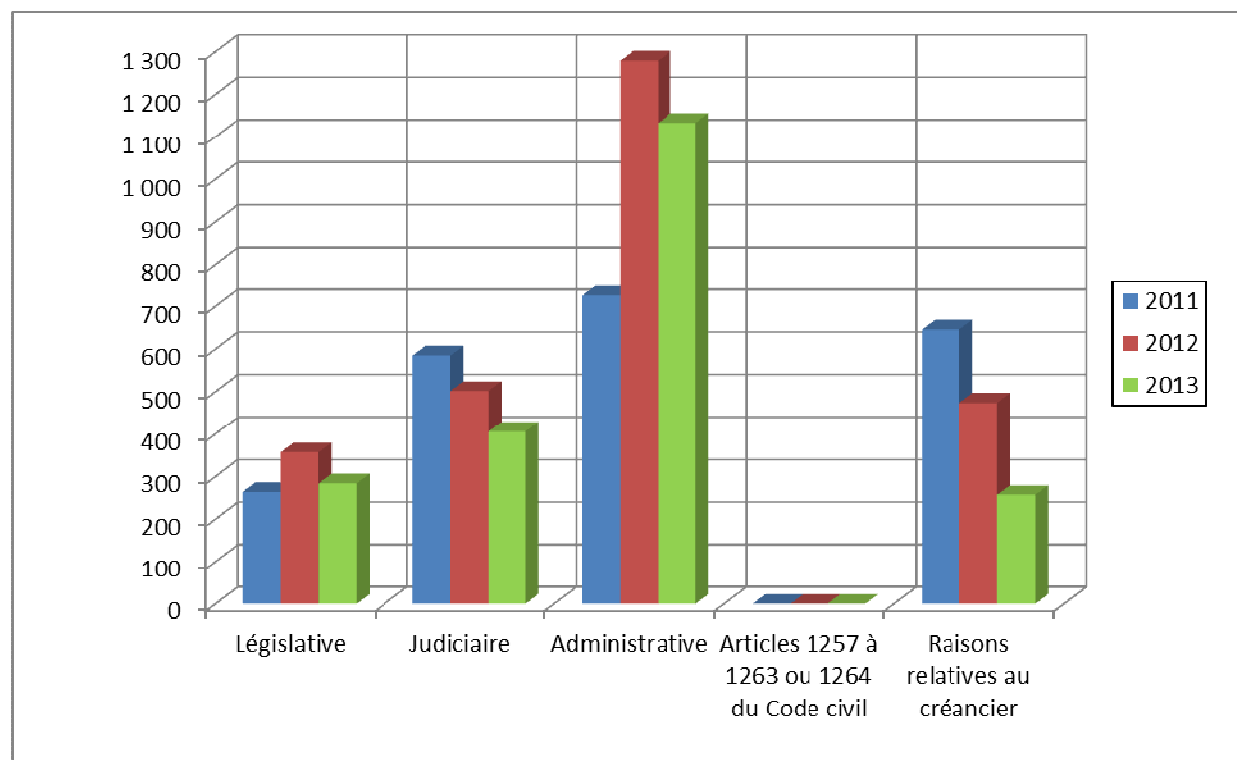
La Trésorerie de l'État, Caisse de Consignation, ne court aucun risque de change du fait que toutes les dettes libellées en devises sont intégralement couvertes par des avoirs dans chaque devise concernée.

4. Comparaisons des 3 derniers exercices clôturés

4.1. Nombre de consignations déposées

La comparaison du nombre des consignations déposées au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

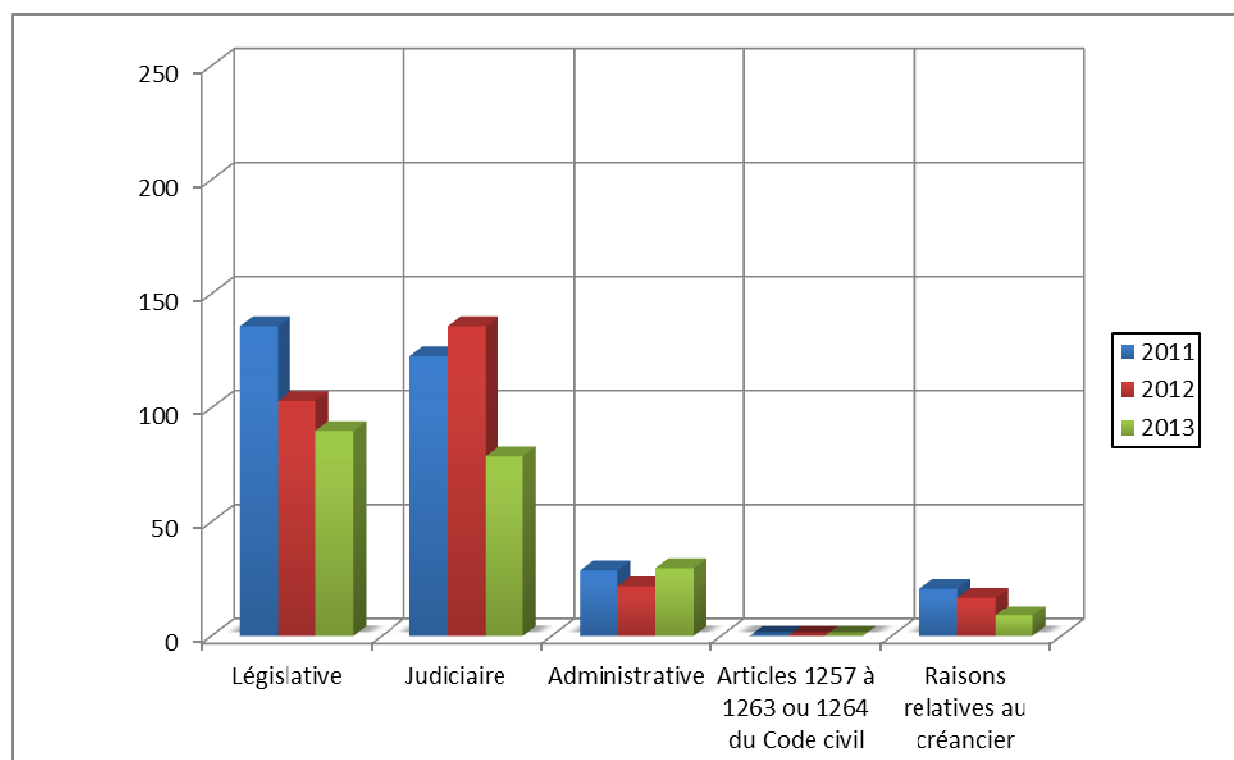
Catégorie des consignations	Nombre des consignations		
	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
Législative :	264	357	284
Judiciaire :	585	502	406
Administrative :	726	1.279	1.133
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0	0	0
Raisons relatives au créancier :	646	474	257
Nombre total des consignations déposées :	2.221	2.612	2.080



4.2. Nombre de consignations restituées intégralement

La comparaison du nombre des consignations restituées intégralement au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

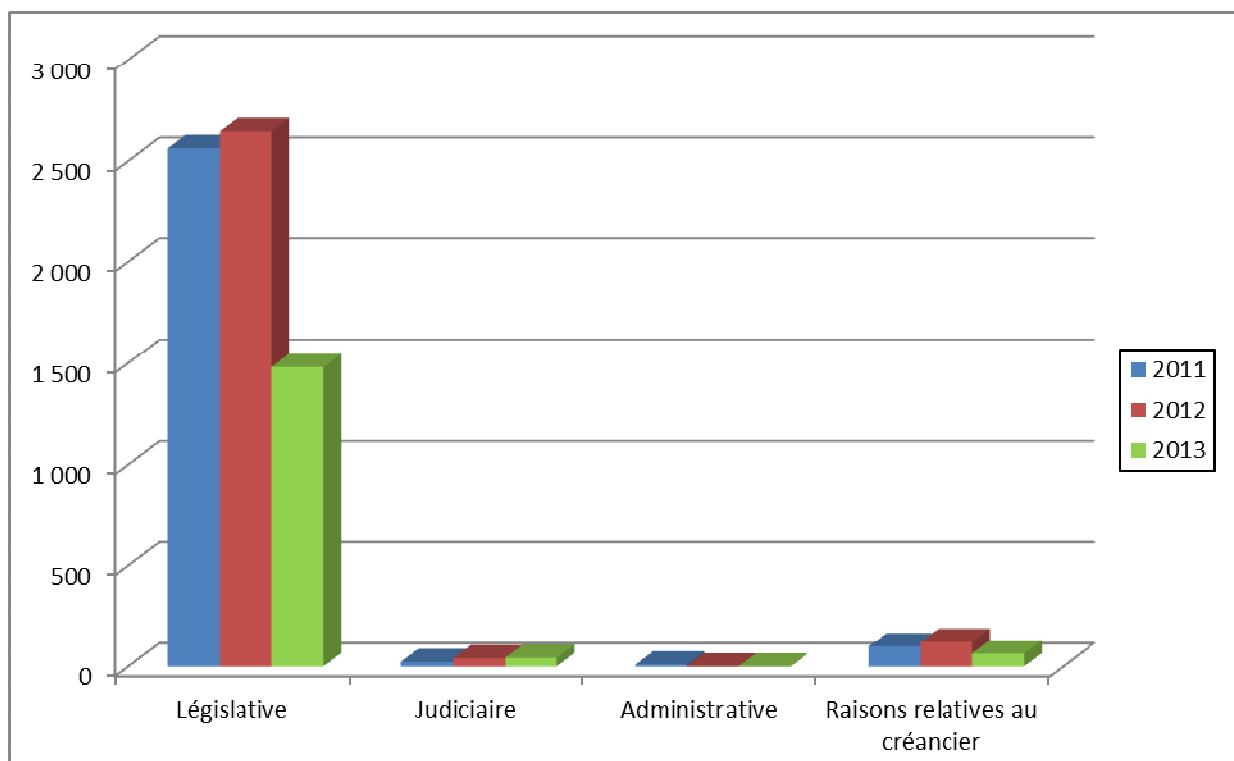
Catégorie des consignations	Nombre des consignations		
	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
Législative :	136	103	90
Judiciaire :	123	136	79
Administrative :	29	22	30
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0	0	0
Raisons relatives au créancier :	21	17	9
Nombre total des consignations restituées :	309	278	208



4.3. Nombre de restitutions partielles

La comparaison du nombre des restitutions partielles effectuées au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

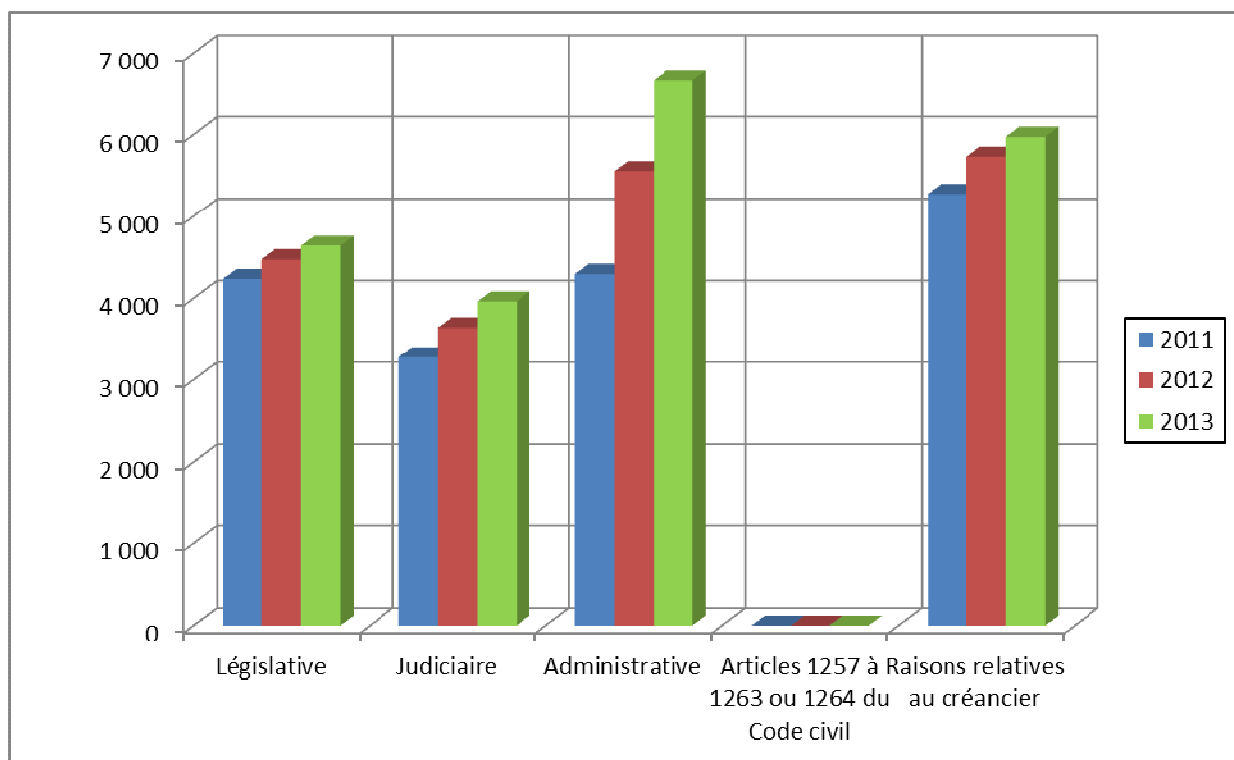
Catégorie des consignations	Nombre des restitutions partielles		
	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
Législative :	2.562	2.645	1.479
Judiciaire :	22	40	43
Administrative :	8	0	0
Raisons relatives au créancier :	99	122	64
Nombre total des restitutions partielles :	2.691	2.807	1.586



4.4. Nombre de consignations en dépôt à la fin de l'exercice

La comparaison du nombre des consignations en dépôt à la fin des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

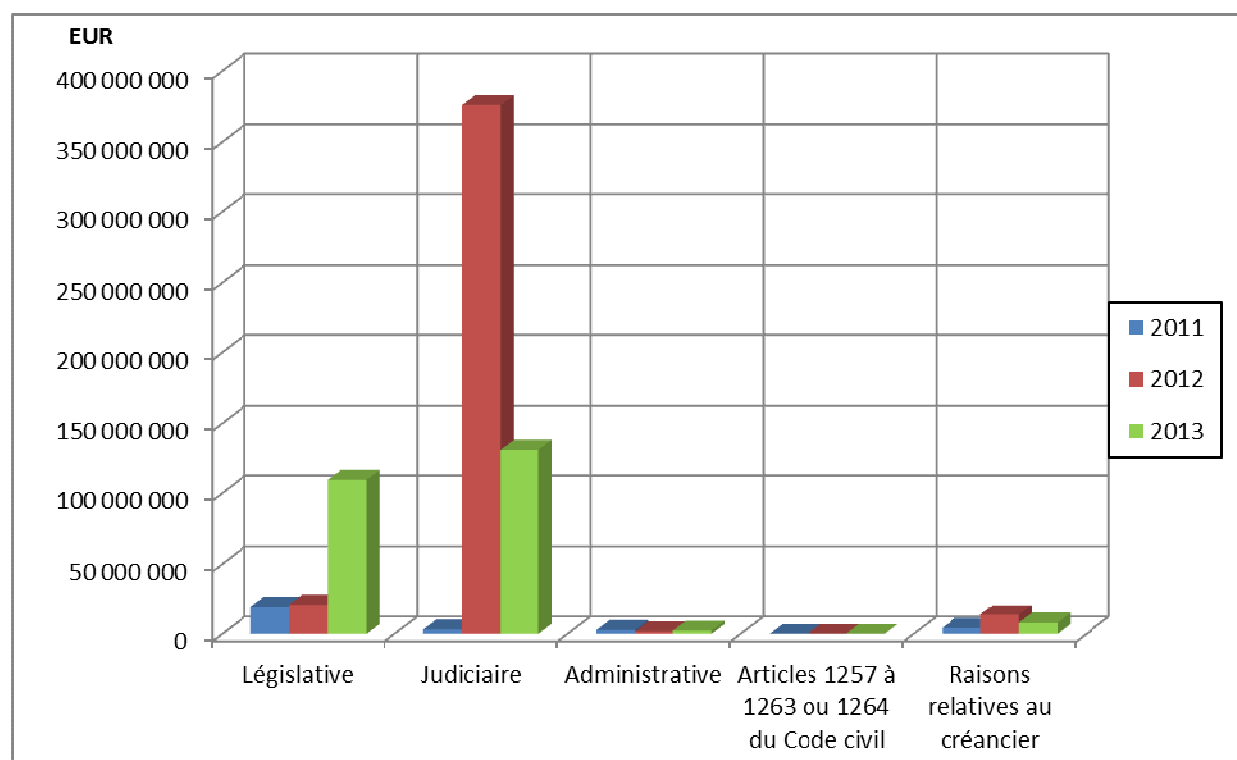
Catégorie des consignations	Nombre des consignations		
	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
Législative :	4.236	4.473	4.639
Judiciaire :	3.279	3.640	3.961
Administrative :	4.295	5.552	6.655
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0	0	0
Raisons relatives au créancier :	5.275	5.730	5.973
Nombre total des consignations en dépôt :	17.085	19.395	21.228



4.5. Valeur comptable des consignations déposées

La comparaison de la valeur comptable des consignations déposées au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

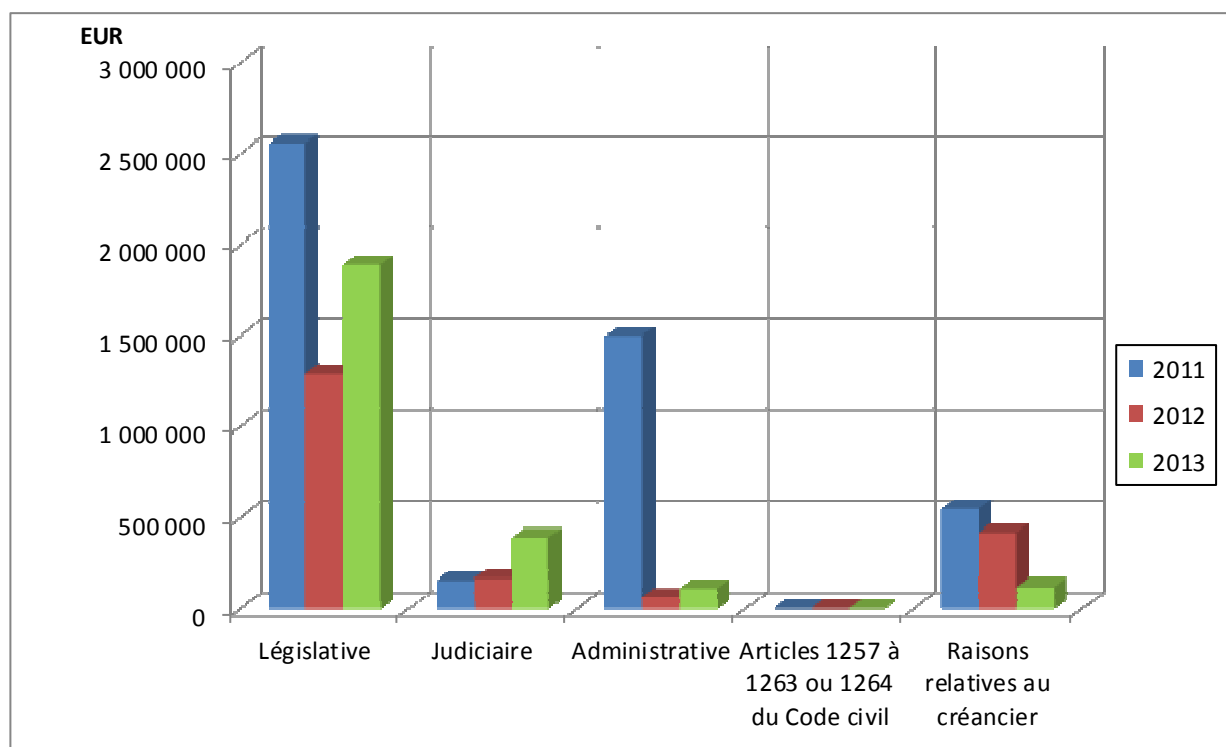
Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)		
	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
Législative :	19.763.395,05	21.307.954,85	109.250.784,15
Judiciaire :	3.273.742,48	375.982.204,25	131.388.610,53
Administrative :	2.812.118,53	1.859.619,87	2.266.375,24
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0,00	0,00	0,00
Raisons relatives au créancier :	4.328.289,64	13.803.247,57	8.014.208,18
Valeur comptable totale :	30.177.545,70	412.953.026,54	250.919.978,10



4.6. Valeur comptable des consignations restituées intégralement

La comparaison de la valeur comptable des consignations restituées intégralement au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

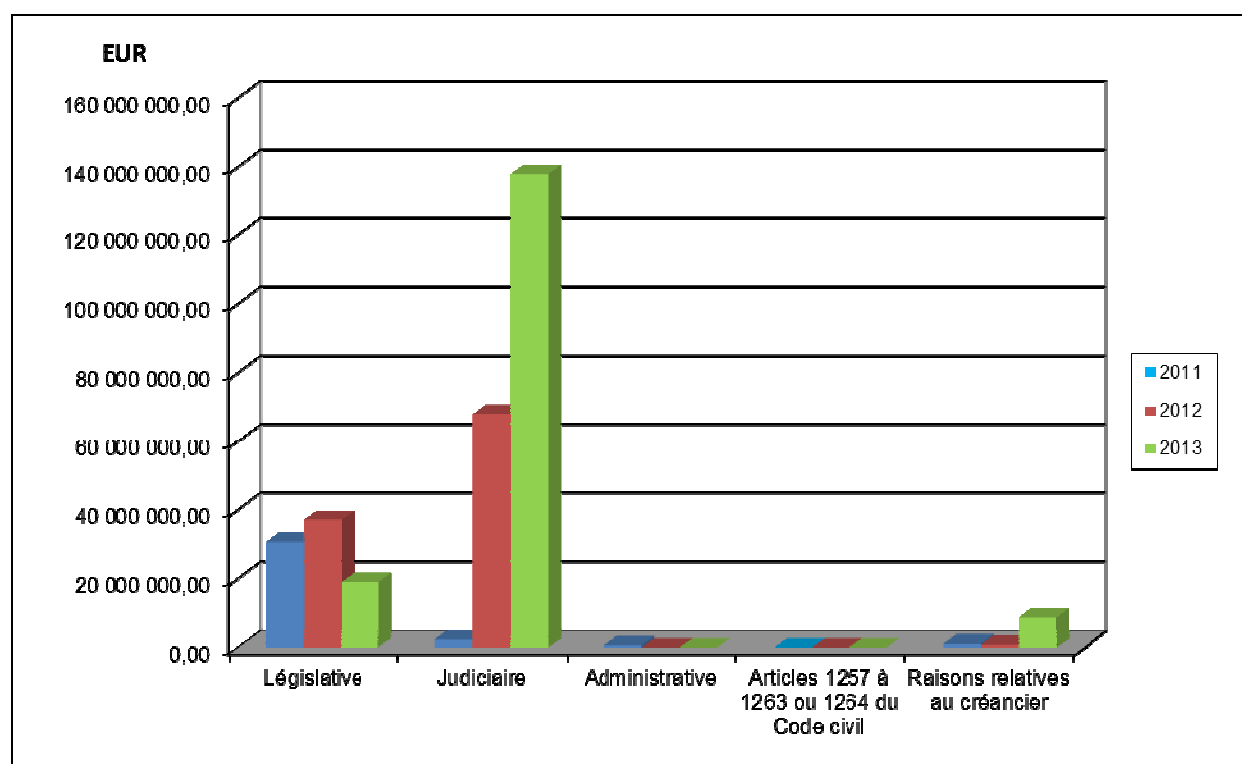
Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)		
	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
Législative :	2.554.036,78	1.287.385,61	1.887.191,66
Judiciaire :	151677,3	164.455,85	390.005,80
Administrative :	1.496.856,12	61.294,95	109.994,01
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0,00	0,00	0,00
Raisons relatives au créancier :	548.750,64	416.558,66	117.472,85
Valeur comptable totale :	4.751.320,84	1.929.695,07	2.504.664,32



4.7. Valeur comptable des restitutions partielles

La comparaison de la valeur comptable des restitutions partielles effectuées au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

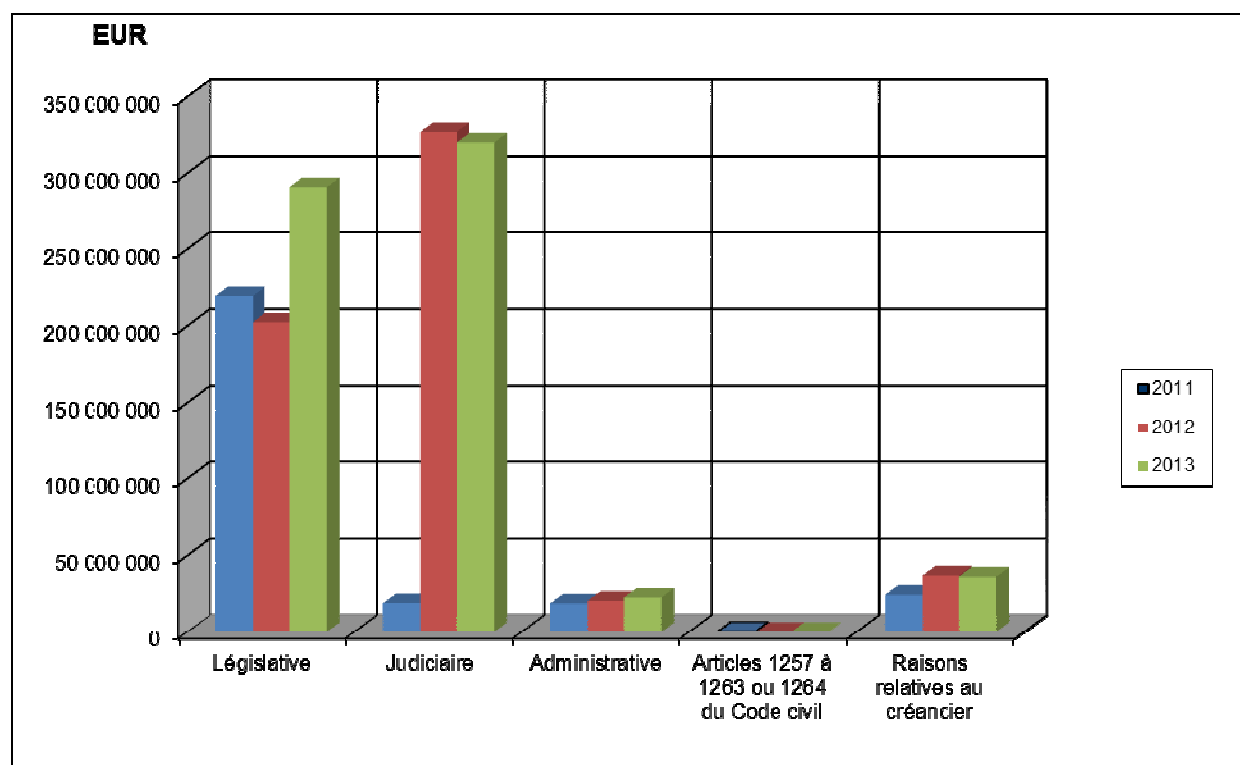
Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)		
	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
Législative :	43.894.317,20	37.043.947,26	18.979.570,38
Judiciaire :	2.224.715,24	67.902.451,11	137.903.006,10
Administrative :	0,00	0,00	0,00
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0,00	0,00	0,00
Raisons relatives au créancier :	3.215.682,24	895.579,53	8.731.875,93
Valeur comptable totale :	49.334.714,68	105.841.977,90	165.614.452,41



4.8. Valeur (nette) d'inventaire des restitutions

La comparaison de la valeur (nette) d'inventaire des restitutions effectuées au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

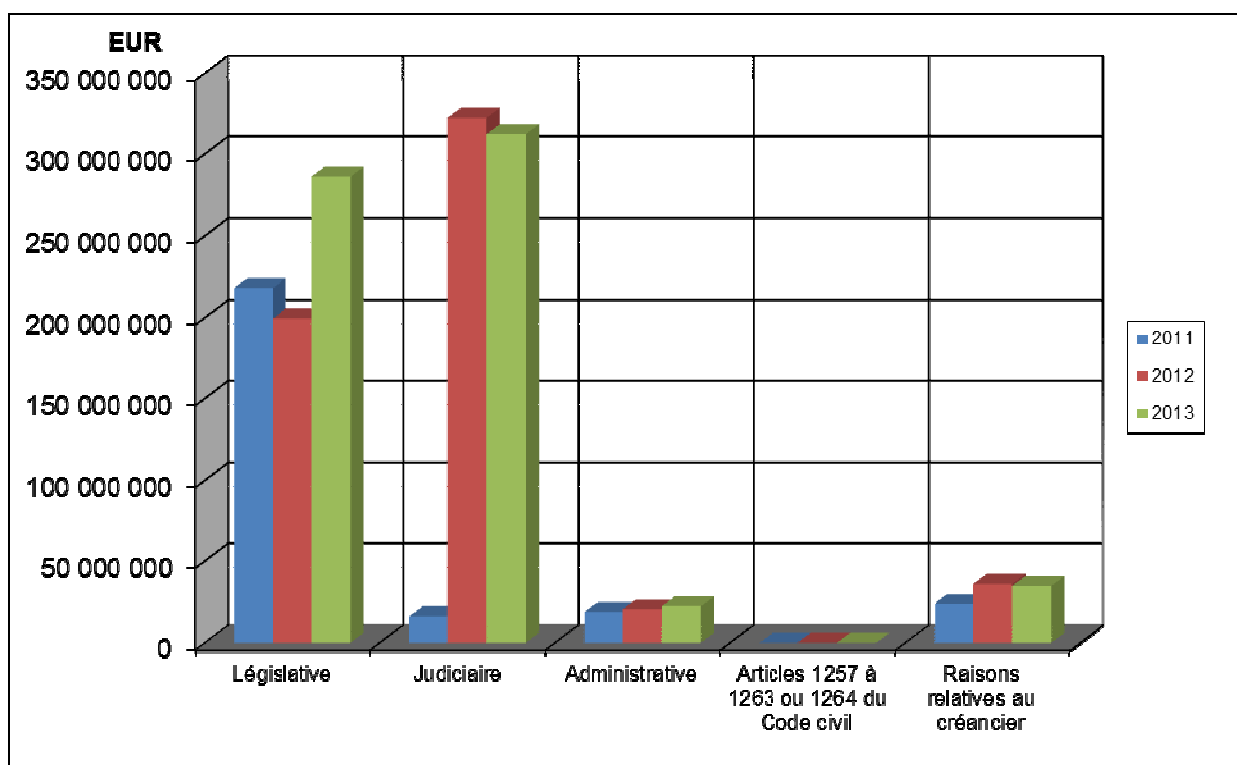
Catégorie des consignations	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)		
	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
Législative :	32.637.887,95	36.380.356,76	18.152.740,29
Judiciaire :	2.507.771,71	67.942.262,22	138.031.418,39
Administrative :	2.161.859,57	60.918,61	108.600,94
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0,00	0,00	0,00
Raisons relatives au créancier :	1.479.817,96	1.116.635,64	8.560.764,96
Valeur (nette) d'inventaire totale :	38.787.337,19	105.500.173,23	164.853.524,58



4.9. Valeur comptable des consignations en dépôt à la fin de l'exercice

La comparaison de la valeur comptable des consignations en dépôt à la fin des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

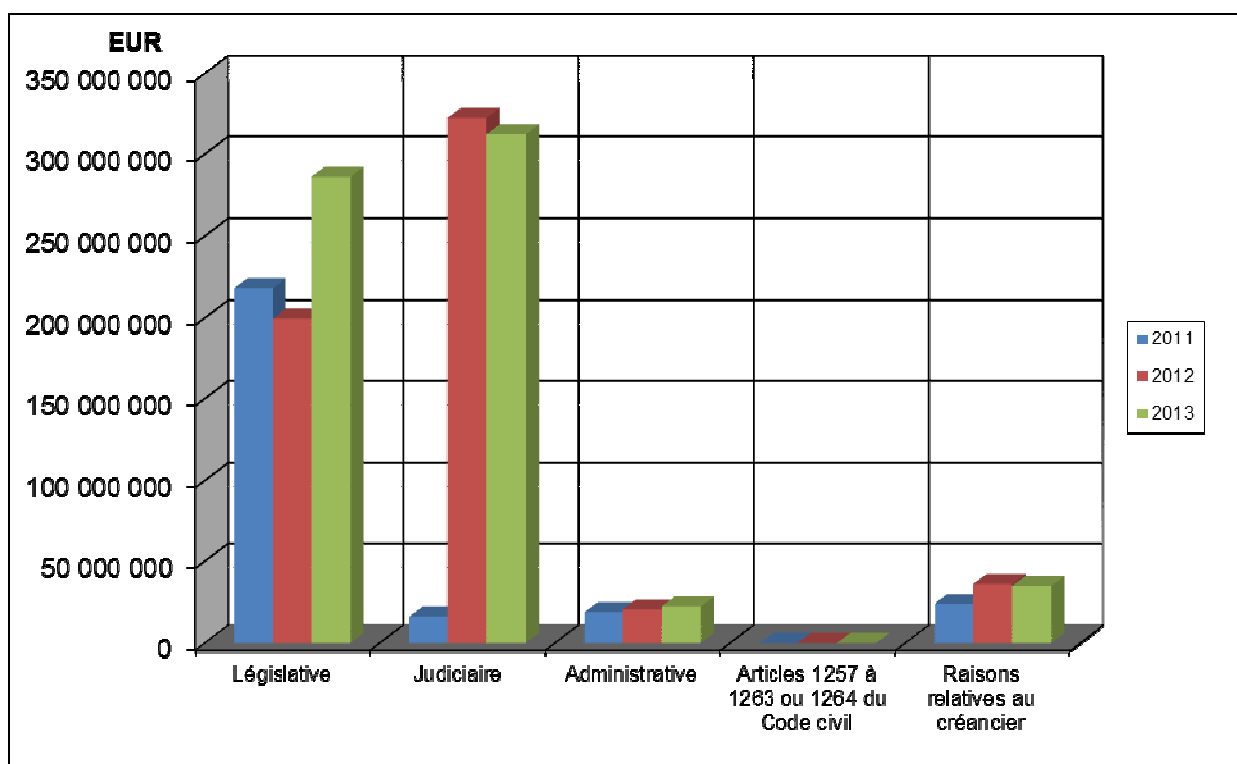
Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)		
	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
Législative :	219.465.546,06	202.442.168,04	290.826.190,15
Judiciaire :	18.870.200,82	326.785.498,11	319.881.096,74
Administrative :	18.790.625,92	20.588.950,84	22.745.332,07
Articles 1257 à 1263 ou 1264 Code civil :	0,00	0,00	0,00
Raisons relatives au créancier :	24.449.172,60	36.940.281,98	36.105.141,38
Valeur comptable totale :	281.395.646,90	586.756.898,97	669.557.760,34



4.10. Valeur (nette) d'inventaire des consignations en dépôt à la fin de l'exercice

La comparaison de la valeur (nette) d'inventaire des consignations en dépôt à la fin des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)		
	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
Législative :	218.184.742,45	199.527.574,38	286.094.848,46
Judiciaire :	16.270.798,07	322.780.684,18	312.862.045,12
Administrative :	18.896.008,92	20.497.153,99	22.458.496,94
Articles 1257 à 1263 ou 1264 Code civil :	0,00	0,00	0,00
Raisons relatives au créancier :	23.778.963,91	35.972.123,74	34.846.280,47
Valeur (nette) d'inventaire totale :	276.950.352,70	578.777.536,29	656.261.670,99



5. Annexe : textes législatifs

5.1. Loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'État

Art. 1er. Champ d'application

(1) Tout bien à consigner en vertu d'une loi, d'un règlement, d'une décision judiciaire ou administrative doit être consigné auprès de la caisse de consignation, conformément aux dispositions de la présente loi, nonobstant toutes dispositions légales ou réglementaires antérieures.

(2) Tout bien à consigner volontairement par un débiteur pour se libérer à l'égard d'un créancier peut être consigné avec effet libératoire pour le débiteur auprès de la caisse de consignation, conformément aux dispositions de la présente loi, lorsque la consignation a lieu sur base des articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil ou lorsque le débiteur, sans faute de sa part, ne peut se libérer en toute sécurité pour des raisons relatives au créancier.

(3) La présente loi s'applique aussi aux consignations faites par l'État.

Art. 2. Caisse de consignation

(1) La Trésorerie de l'État est la caisse de consignation au sens de la présente loi.

(2) Les biens consignés à la caisse de consignation ne peuvent être confondus avec les avoirs de l'État. La caisse de consignation tient des livres distincts de ceux de l'État dont les règles comptables sont fixées par règlement grand-ducal.

(3) Les comptes de la caisse de consignation sont soumis annuellement au contrôle de la Cour des Comptes.

Art. 3. Biens consignables

Pour pouvoir être consigné, un bien doit avoir l'une des formes acceptables conformément aux dispositions du présent article :

a) Sont acceptables tous les biens susceptibles d'être versés ou virés en faveur de la caisse de consignation sur un compte bancaire ou un compte chèque postal au Luxembourg.

b) Sont acceptables tous autres biens meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, à condition, dans les cas visés au paragraphe (2) de l'article 1er, de l'accord écrit et préalable de la caisse de consignation. Cet accord devient caduc s'il n'est pas suivi dans les trois mois de sa notification par la réception des biens à la caisse de consignation.

Art. 4. Réception des biens à consigner

(1) Toute réception de biens par la caisse de consignation est documentée par un récépissé délivré au déposant. La réception de biens à consigner et la délivrance du récépissé se fera par l'administration de l'Enregistrement et des Domaines dans tous les cas où la compétence pour ce faire lui est expressément reconnue par une loi, un règlement, une décision judiciaire ou administrative.

(2) La caisse de consignation tient un registre de toutes les consignations effectuées, faisant référence aux éléments relevant de chaque consignation.

Art. 5. Garde des biens consignés

(1) La caisse de consignation a seule la charge de garder les biens consignés en vue de leur restitution aux ayants droit.

(2) La caisse de consignation place auprès d'établissements financiers au Luxembourg tous les biens consignés pour lesquels des comptes de dépôt sont normalement ouverts, tels que des sommes en monnaie nationale ou étrangère, des titres ou des métaux précieux. Elle prend égard, quant au choix des échéances, à son obligation de restituer les biens consignés dans un délai raisonnable.

(3) Les biens consignés autres que ceux visés au paragraphe précédent, sont conservés inchangés en vue de leur restitution en nature aux ayants droit. A cet effet, la caisse de consignation peut faire par elle-même ou par des tiers, tous les actes d'administration qui lui paraissent nécessaires.

(4) Les sommes provenant de la perte de biens consignés sont placées conformément au paragraphe (2).

(5) Les frais de la garde des biens consignés, y compris les frais propres de la caisse de consignation ainsi qu'une taxe de consignation établie sur base d'un tarif à fixer par règlement grand-ducal, sont couverts par imputation annuelle sur les fruits et à défaut, les produits des biens consignés. La taxe de consignation ne peut être fixée par an à moins de 0,5% ni à plus de 3% de la valeur estimée des biens consignés.

Art. 6. Restitution des biens consignés

(1) La restitution des biens consignés aux ayants droit nécessite une décision motivée de la part de la caisse de consignation.

En cas de consignation sur base de l'article 1er (1), la restitution intervient suite à l'acte qui l'autorise. En cas de consignation sur base de l'article 1er (2), la restitution intervient sur demande dûment justifiée.

(2) La restitution porte soit sur les biens consignés en nature, soit sur les sommes acquises en lieu et place des biens initialement consignés. Sous réserve de l'article 5(5), elle porte également sur les fruits et produits de ces biens et sommes, tels qu'établis par la caisse de

consignation. La caisse de consignation n'est pas tenue de verser ces fruits et produits avant la fin de la consignation.

(3) La caisse de consignation ne peut effectuer la restitution qu'après avoir reçu paiement, de la part des ayants droit au profit du Trésor, des frais restant dus.

Art. 7. Effet des significations

Les saisies-arrêts, oppositions, cessions et généralement toutes significations relatives à des biens consignés ont lieu, par dérogation aux dispositions du Code de procédure civile, à la Trésorerie de l'État. Sont, pour le surplus, appliquées aux consignations les formalités pour les saisies-arrêts ou oppositions entre les mains des receveurs ou administrateurs de caisses ou deniers publics.

Art. 8. Prescription

(1) Les biens meubles consignés sont acquis à l'État lorsqu'il s'est écoulé un délai de trente ans sans qu'il ait été demandé à la caisse de consignation de prendre une décision de restitution conformément à l'article 6 (1) ou sans que soit intervenu l'un des actes visés par l'article 2244 du Code civil. Ce délai prend cours à partir de la date du récépissé visé au paragraphe (1) de l'article 4.

(2) Six mois au plus tard avant l'échéance de ce délai, la caisse de consignation avise par lettre recommandée les ayants droit dont le domicile est connu suivant les pièces en sa possession, de la échéance qu'ils encourent. A défaut de domicile connu ou à défaut d'une réclamation des ayants droit avisés endéans les deux mois de l'envoi de la lettre recommandée précitée, les indications pouvant permettre aux ayants droit de se manifester sont publiées immédiatement au Mémorial.

Art. 9. Dispositions abrogatoires et transitoires

(1) Sont abrogés : la loi modifiée du 12 février 1872 sur les consignations;
l'arrêté grand-ducal du 9 juillet 1945 portant modification de la législation sur la caisse des consignations;
l'arrêté royal grand-ducal du 16 juillet 1872 concernant l'exécution de la loi sur les consignations du 12 février 1872;
le règlement grand-ducal du 10 mars 1975 portant relèvement du taux des intérêts à servir par la caisse des consignations.

(2) Est abrogé le point 3° de l'article 46 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'État.

(3) Les consignations valablement faites avant l'entrée en vigueur de la présente loi restent soumises aux anciens textes les ayant régies.

Art. 10. Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2000.

5.2. Règlement grand-ducal du 4 février 2000

Règlement grand-ducal du 4 février 2000 fixant les règles comptables pour les livres de la caisse de consignation et le tarif pour la taxe de consignation

Art. 1. Principes comptables

(1) La caisse de consignation attribue un numéro d'ordre comptable à chaque consignation distincte par l'acte juridique qui lui a donné naissance et qui est obligatoirement indiqué sur le récépissé des biens consignés et, le cas échéant, distincte par ayant droit. Elle ouvre pour chaque consignation un compte interne individuel, subdivisé en sous-comptes par type de biens et par devise.

(2) Les livres de la caisse de consignation sont tenus sous forme d'un compte de flux à partie double, enregistrant l'intégralité des produits et des charges de la caisse de consignation ainsi que d'un bilan à partie double, dont le passif indique le total net des biens et sommes à restituer par la caisse de consignation, tel qu'il se dégage des soldes additionnés des comptes internes individuels, et dont l'actif indique le total des biens gardés par la caisse de consignation et des avoirs inscrits à son nom. La différence entre le total du passif et le total de l'actif du bilan est inscrite sous forme d'un solde comptable.

(3) Une consignation entre dans les livres de la caisse de consignation au moment de l'établissement du récépissé par la caisse de consignation, également au cas où la délivrance du récépissé établi par la caisse de consignation se ferait par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

(4) Une consignation sort des livres de la caisse de consignation au moment où la caisse de consignation soit prend la décision de restituer les biens consignés soit transfère les biens meubles consignés à l'État en exécution de l'article 8 de la loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'État. Si l'ayant droit des biens en cause n'en prend pas possession dans un délai de trois mois à partir du jour de la décision de restitution, ils sont considérés de plein droit comme ayant fait l'objet d'une nouvelle consignation, par le Ministre ayant la caisse de consignation dans ses attributions, à partir du jour de la décision de restitution.

(5) Les livres de la caisse de consignation sont tenus en euros.

Art. 2. Comptes internes individuels.

(1) Les comptes internes individuels ouverts par la caisse de consignation pour chaque consignation distincte et leurs sous-comptes retracent les éléments suivants de chaque consignation :

- a) les biens initialement consignés ou les sommes acquises en lieu et place de ces biens;
- b) les fruits et produits de ces biens et sommes;
- c) les frais de la garde de ces biens et sommes;
- d) la taxe de consignation sur ces biens et sommes.

(2) Les comptes ou sous-comptes individuels qui portent sur des sommes d'argent sont ou bien crédités d'intérêts mensuels à un taux inférieur de dix pour-cent en termes relatifs au taux de placement moyen réalisé pour la devise en question par la Trésorerie de l'État, ou bien débités d'intérêts mensuels à un taux supérieur de dix pour-cent en termes relatifs au même taux de placement. Les intérêts sont calculés pour chaque mois entier de la garde et comptabilisés le dernier jour du mois.

(3) Les biens et sommes visés à la lettre a) du paragraphe (1) sont inscrits dans les livres de la caisse de consignation avec la valeur comptable suivante :
s'il s'agit de sommes d'argent, avec leur valeur nominale;
s'il s'agit d'autres biens, avec la valeur estimée au moment de la consignation. Cette valeur, établie au besoin sur base d'expertises, peut être modifiée au cours de la consignation sur l'initiative de la seule caisse de consignation, sur base de critères objectifs.

(4) La valeur comptable des biens visés au paragraphe précédent est exprimée et comptabilisée en euros. Toutefois, si les biens à restituer sont dénommés en une devise autre que l'euro ou autre que l'une des subdivisions nationales de l'euro, la valeur de ces biens et les comptes afférents à leur consignation sont maintenus dans la devise à restituer et seulement convertis en euros, au cours de change utilisé dans la comptabilité de l'État, pour les besoins de l'établissement des livres de la caisse de consignation.

Art. 3. Frais de garde.

Les frais de garde visés à la lettre c) du paragraphe (1) de l'article 2 se composent :
des frais spécifiquement déboursés par la caisse de consignation pour la garde de la consignation en cause, mis en compte au moment de leur constatation;
d'un montant forfaitaire, couvrant les frais non spécifiquement attribuables à une consignation ainsi que les frais propres de la caisse de consignation, égal à 1% par an de la valeur comptable des biens consignés, établie conformément aux paragraphes (3) et (4) de l'article 2. Ce montant forfaitaire est calculé à raison d'un douzième pour chaque mois de la garde et est comptabilisé le premier jour du mois. Le mois de l'établissement du récépissé est exempt de frais de garde. Toutefois, quelle que soit la durée de la garde, les frais dus au titre du montant forfaitaire ne peuvent être inférieurs au montant calculé pour un mois.

Art. 4. Taxe de consignation.

(1) La taxe de consignation est fixée sur base de la valeur comptable des biens consignés, établie conformément aux paragraphes (3) et (4) de l'article 2, conformément au tarif suivant :
1% par an pour les sommes d'argent;
2% par an pour les autres biens pour lesquels des comptes de dépôt sont normalement ouverts;
3% par an pour les autres biens.
(2) La taxe de consignation est calculée à raison d'un douzième pour chaque mois de la consignation et est comptabilisée le premier jour du mois. Le mois de l'établissement du récépissé est exempt de la taxe. Toutefois, quelle que soit la durée de la consignation, la taxe due ne peut être inférieure au montant calculé pour un mois.

Art. 5. Actif de la caisse de consignation.

Les actifs de la caisse de consignation qui consistent en des biens consignés sont inscrits dans ses livres avec la même valeur comptable avec laquelle ils sont inscrits à son passif, conformément aux paragraphes (3) et (4) de l'article 2.

Art. 6. Affectation du solde de la caisse de consignation.

(1) La partie du solde comptable créditeur inscrit au passif de la caisse de consignation à la clôture d'un exercice financier annuel qui dépasse la moitié du total de la valeur comptable des biens consignés est transférée au Trésor comme recette du budget de l'État au titre de l'exercice financier suivant.

(2) Le transfert visé au paragraphe précédent ne peut se faire qu'après déduction de tout solde négatif éventuel en relation avec des consignations transférées à l'État en exécution de l'article 8 de la loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'État.

Art. 7. Entrée en vigueur.

(1) Les dispositions du présent règlement sont d'application à partir de l'exercice 2000.

(2) Notre Ministre du Trésor et du Budget est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.